



# Semestre européen 2017

**7 décembre 2016**

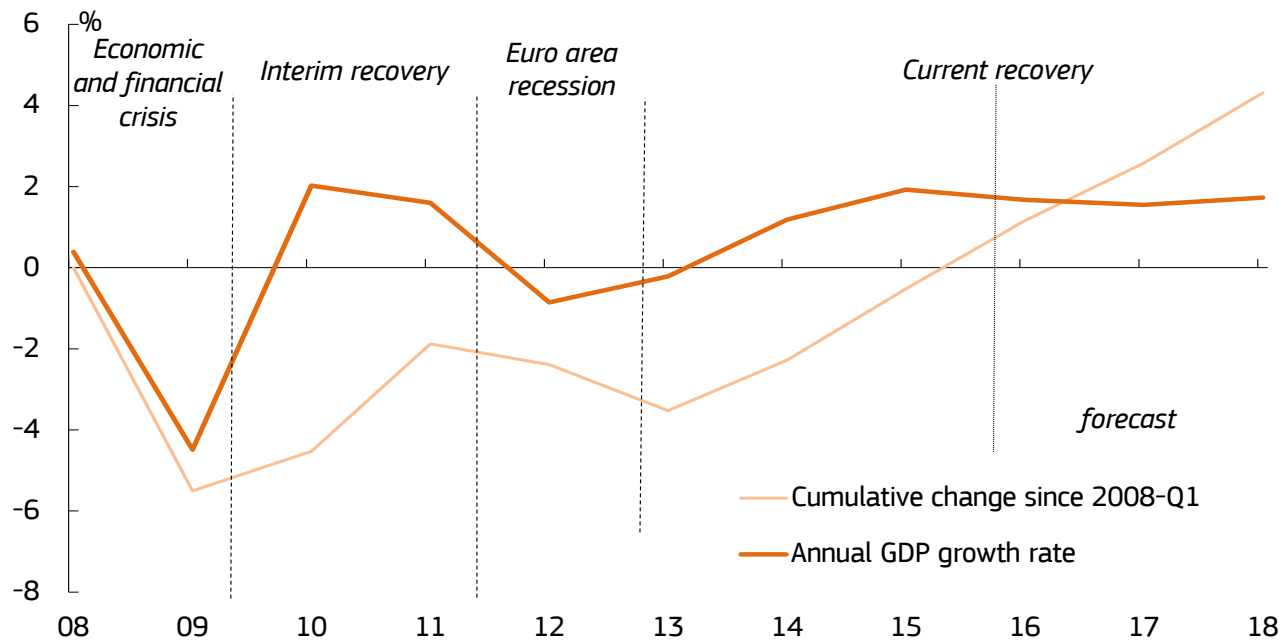
Olivier Coppens, Guillaume Roty, Agnès Thibault  
Attachés économiques,  
Représentation en France de la Commission européenne

# Sommaire

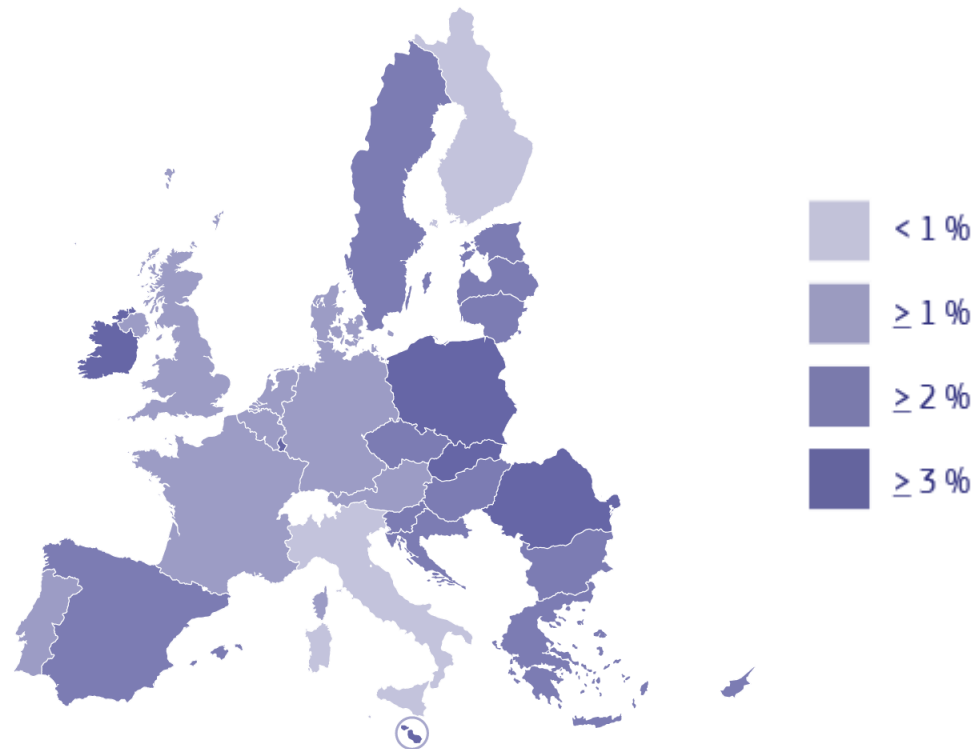
- **Prévisions économiques d'automne**
  - Orientations de politique économique: UE et Zone Euro
  - Point sur la situation économique de la France

# Une croissance modeste dans une période complexe

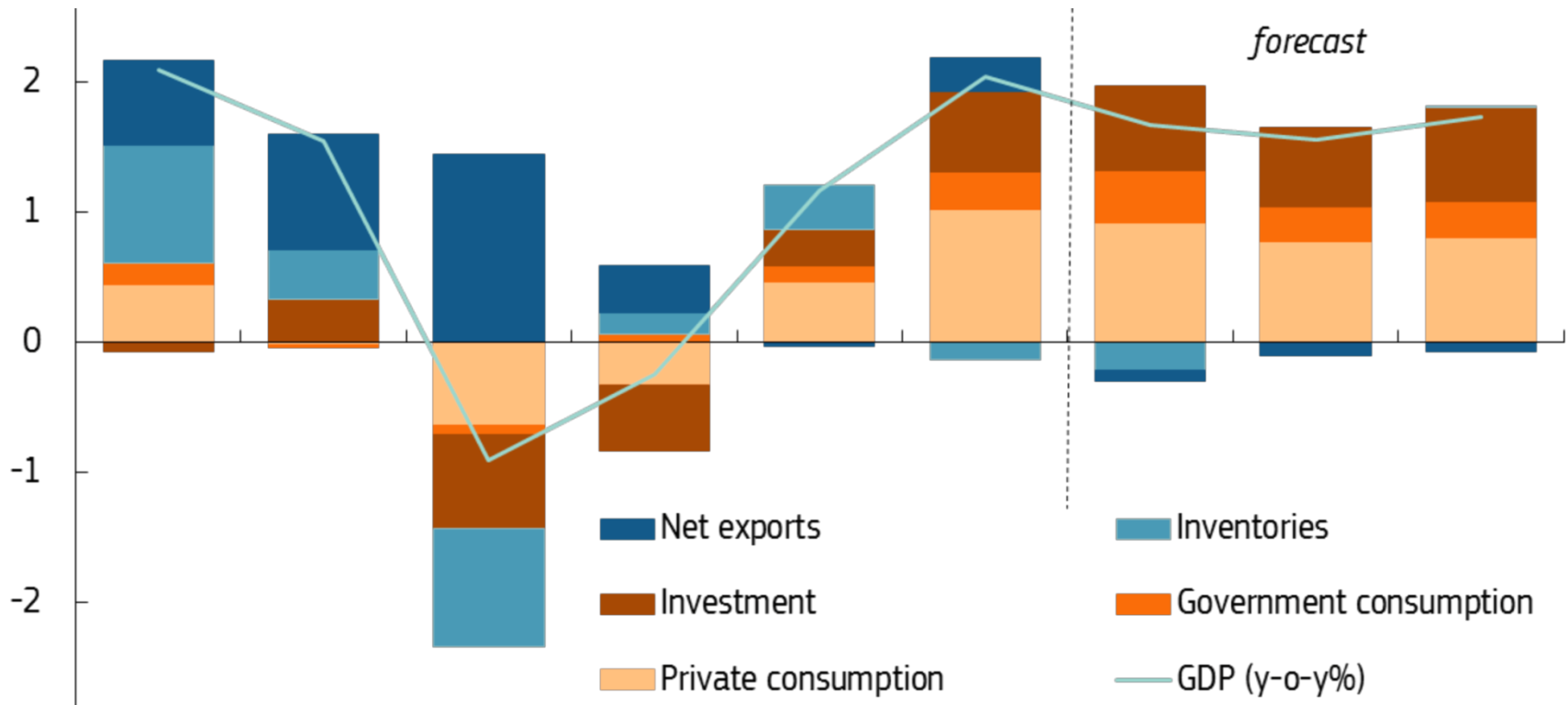
## Taux de croissance annuelle du PIB de l'UE



# Cartographie de la croissance (2017)



# Une croissance tirée par la consommation



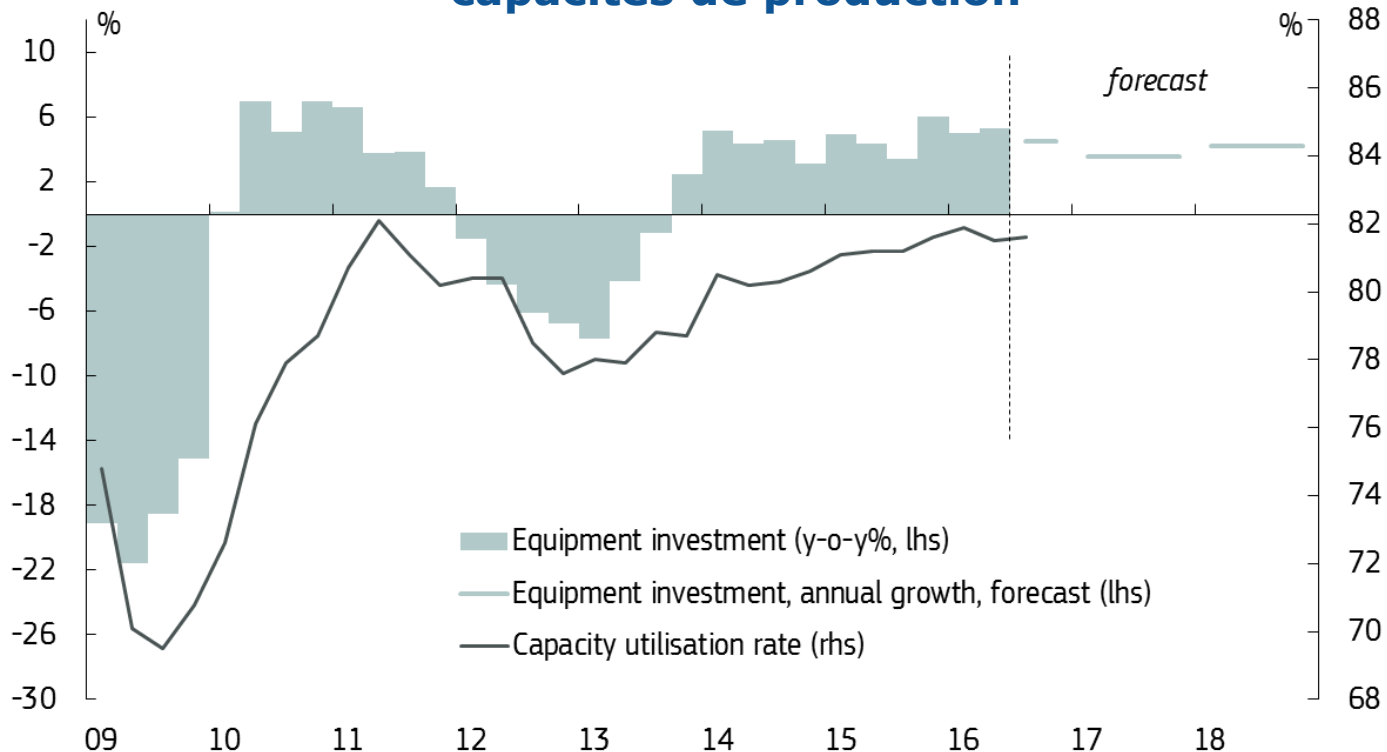
# Une reprise qui génère de l'emploi

## Taux de croissance de l'emploi et chômage

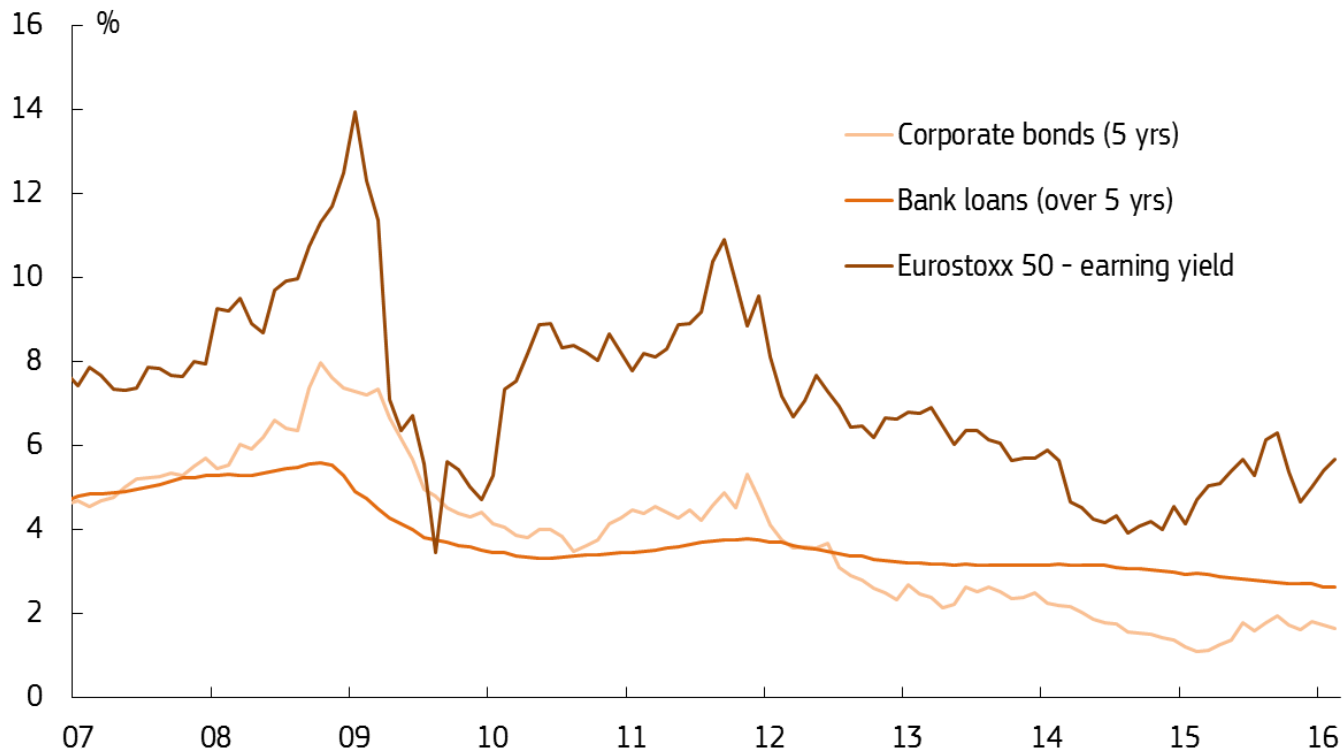


# Une embellie du climat d'investissement en route vers un rebond en 2018

Investissement en biens d'équipement / taux d'utilisation des  
capacités de production

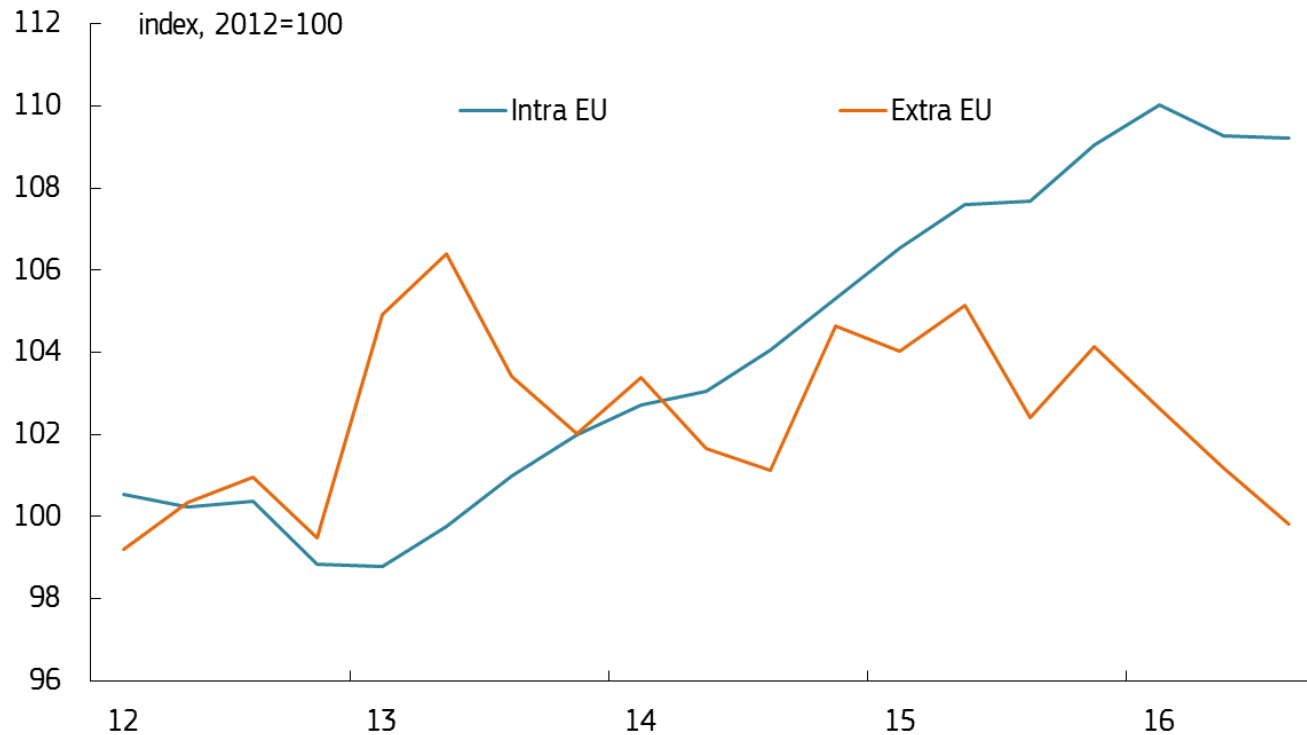


# Une embellie du climat d'investissement en route vers un rebond en 2018

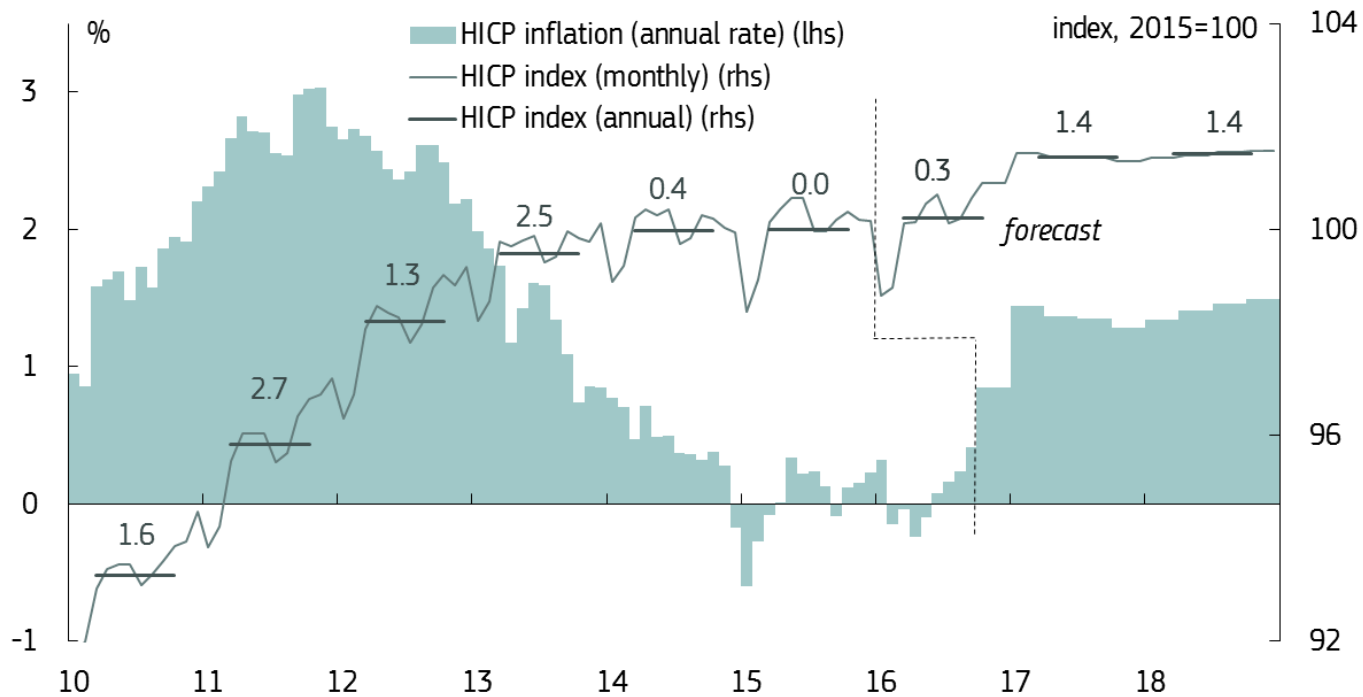




# Un commerce intra-européen résilient face à une demande mondiale atone

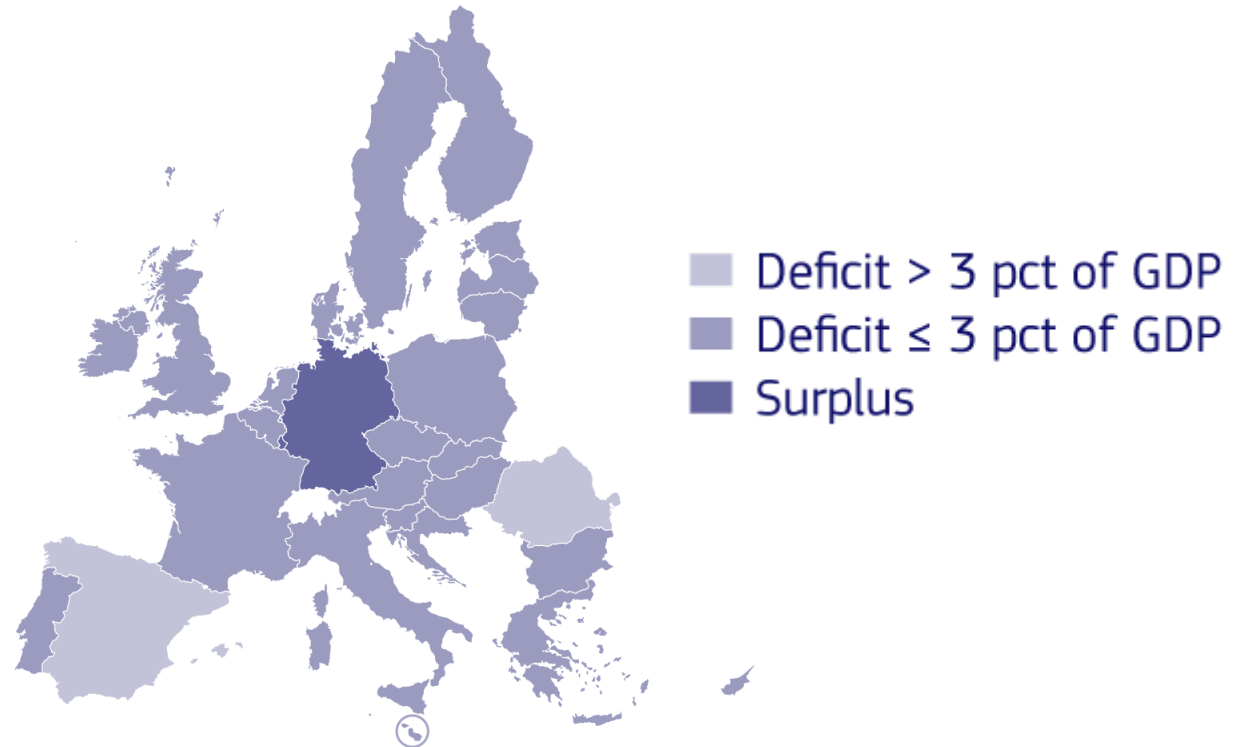


# Le retour de l'inflation



Figures next to horizontal bars are annual inflation rates.

# Perspectives budgétaires en 2017



# Des incertitudes

- **Brexit: quel impact?**



- **Contexte géopolitique?**



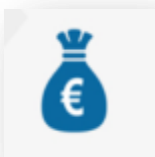
- **BRICs: un atterrissage en douceur en Chine?**



- **Ralentissement des autres économies avancées**



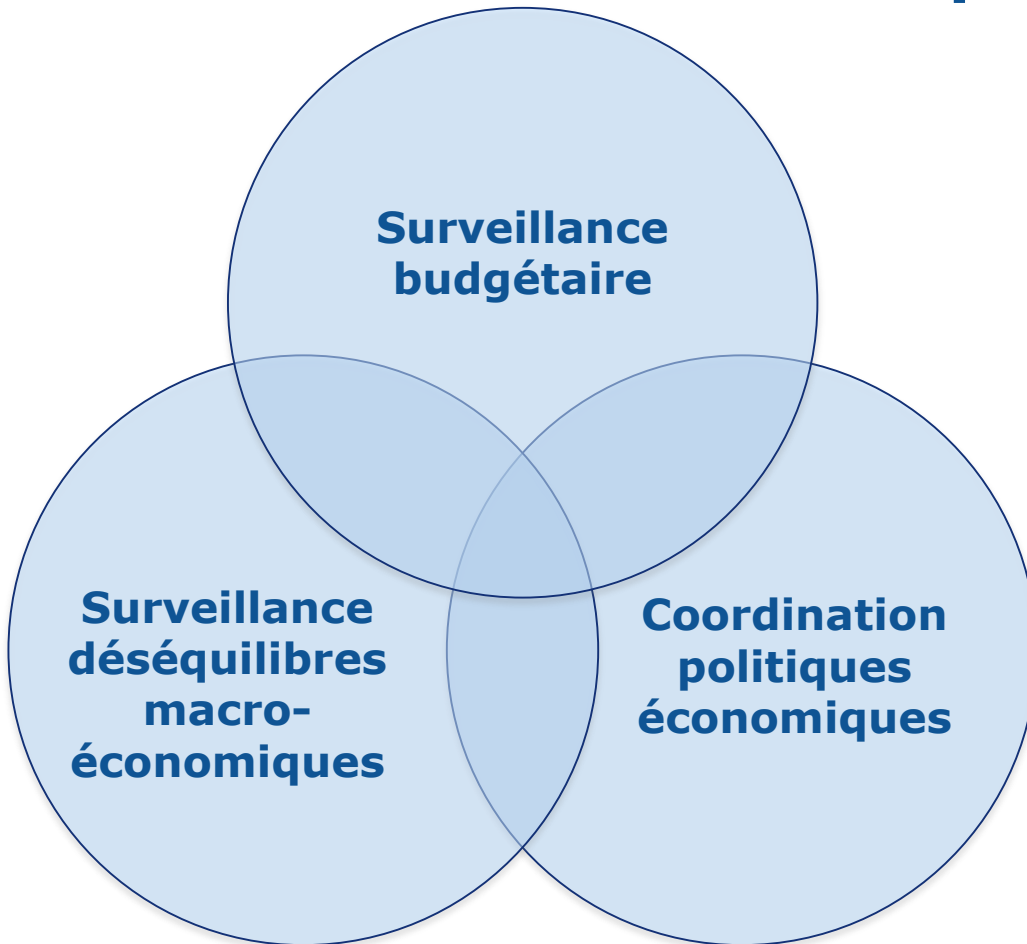
- **Capacité des banques à relancer l'investissement?**



# Sommaire

- Prévisions économiques d'automne
- **Orientations de politique économique: UE et zone euro**
- Point sur la situation économique de la France

# Le semestre européen en résumé : une surveillance économique intégrée



- 3 processus complémentaires
- Chaque processus a ses propres règles
- Le semestre européen regroupe l'ensemble de ces règles

# Calendrier simplifié du Semestre européen

**Novembre**

- Examen annuel de croissance
- Rapport conjoint sur l'emploi
- Recommandation zone euro
- Rapport sur le mécanisme d'alerte
- Opinion sur les projets de budgets



Discussions avec les parties prenantes pour diagnostic

Février

- Rapports-pays
- Décision sur déséquilibres macro-éco(MIP)
- Adoption recommandation zone euro



Consultation du gouvernement sur le PNR

Avril

- Programmes nationaux de réforme
- Programme de stabilité et de convergence



Commission consulte pour élaborer recos

Mai

- Propositions de recommandations par pays par la Commission



Recommandations discutées entre États-membres

Juillet

- Adoption par le Conseil des recommandations par pays

# Le paquet d'automne : lancement du semestre européen

Recommandation pour  
la Zone Euro

**Surveillance  
budgétaire**

- Avis sur les projets de budget nationaux
- Communication sur l'orientation budgétaire de la Zone euro
- Décisions ES/PT

**Surveillance  
déséquilibres  
macro-  
économiques**

- Rapport sur le mécanisme d'alerte

**Coordination  
politiques  
économiques**

- Examen annuel de croissance
- Rapport conjoint sur l'emploi



# Priorités économiques au niveau européen

**REFORMES  
STRUCTURELLES**



**INVESTISSEMENTS**

**RESPONSABILITE  
BUDGETAIRE**

# Responsabilité budgétaire : quelle orientation budgétaire pour la zone Euro ?

Une orientation positive est **nécessaire** pour :

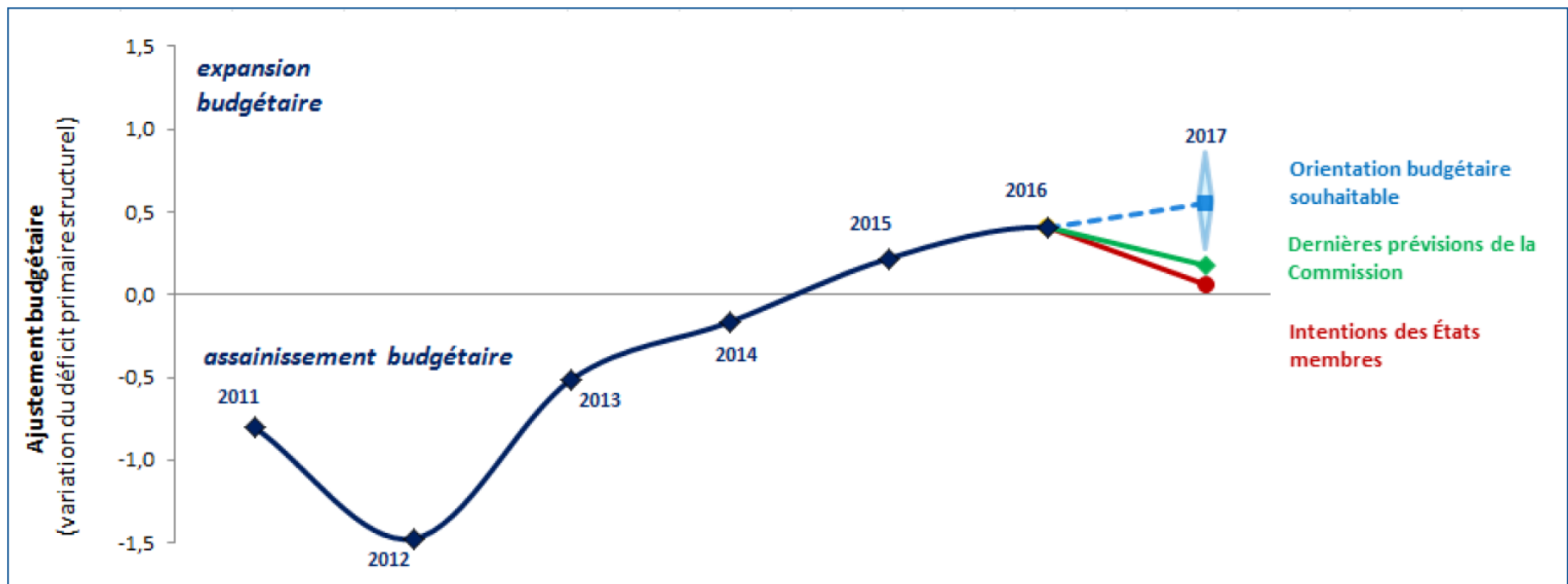
- Renforcer la durabilité de la reprise économique, notamment en appuyant la demande intérieure
- Nécessité de prendre le relais de la politique monétaire - inflation (actuelle et escomptée) sous les 2%
- Renforcer le potentiel de croissance à moyen terme

Objectif de  
+0.5%  
d'orientation  
positive pour la  
zone Euro dans  
son ensemble

Une orientation positive est **efficace** car :

- Taux d'intérêt proche de 0 ou négatif
- Croissance inférieure à la croissance potentielle
- Situation d'endettement des ménages
- Situation budgétaire agrégée de la Zone euro

# Orientation budgétaire positive : comment y arriver ?



- Somme des politiques budgétaires nationales conduit à une orientation neutre
- "Spécialisation" de l'orientation budgétaire selon les capacités budgétaires de chaque État-membre
- Efficacité de la politique budgétaire dans les circonstances actuelles (effet multiplicateur et effet d'entraînement)

# Dynamiser l'investissement aux niveaux européen et national

**Améliorer l'accès au financement des entreprises**

- Mise en œuvre de **l'Union des marchés de capitaux**
- **Fonctionnement du secteur bancaire**

**Dynamiser l'investissement européen**

- **Plan d'investissement pour l'Europe** (EFSI 2.0)
- Prioriser les investissements sur secteurs stratégiques : transition énergétique, capital humain, infrastructures

**S'attaquer aux obstacles à l'investissement**

- **Réglementations** au niveau européen : infrastructures numériques, ACCIS
- **Barrières identifiées au niveau national** dans les recommandations par pays

# Poursuivre les réformes structurelles

## Créer des emplois et accroître les compétences

- Réformes du **marché du travail**
- Favoriser **l'équité sociale**
- Politique pour **l'emploi des jeunes**
- **Éducation et formation**, notamment formation professionnelle
- **Dialogue social**

## Moderniser l'État- Providence

- **Système de protection sociale** : promouvoir la participation au travail, sécurité d'emploi et un revenu de remplacement approprié
- **Réforme des retraites et des régimes de santé**, pour prendre en compte l'augmentation de l'espérance de vie

## Approfondir le marché unique et les marchés nationaux

- **Stratégie(s) pour le(s) marché(s) unique(s)**
- Marchés publics
- **Secteurs des services**, y compris économie collaborative
- **Fiscalité** : ACCIS et TVA

## Conclusions : la recommandation à la Zone euro

- 1 Mettre en œuvre **des politiques favorables à la croissance** à court et long terme [...], en priorité les réformes qui augmentent la **productivité**, améliorent l'environnement des affaires et institutionnel, suppriment les barrières à l'investissement et encouragent la création d'emploi
- 2 Atteindre une **orientation budgétaire positive** pour contribuer à un policy-mix équilibré par un stimulus budgétaire jusqu'à 0.5% du PIB
- 3 Mettre en œuvre des réformes qui encouragent **la création d'emploi, l'équité sociale et la convergence**, dans le cadre **d'un dialogue social efficace**
- 4 Trouver un accord sur un **système européen d'assurance des dépôts** et démarrer les travaux sur un "backstop" commun pour le fonds de résolution unique
- 5 Accélérer les initiatives pour **l'achèvement de l'union économique et monétaire**

# Sommaire

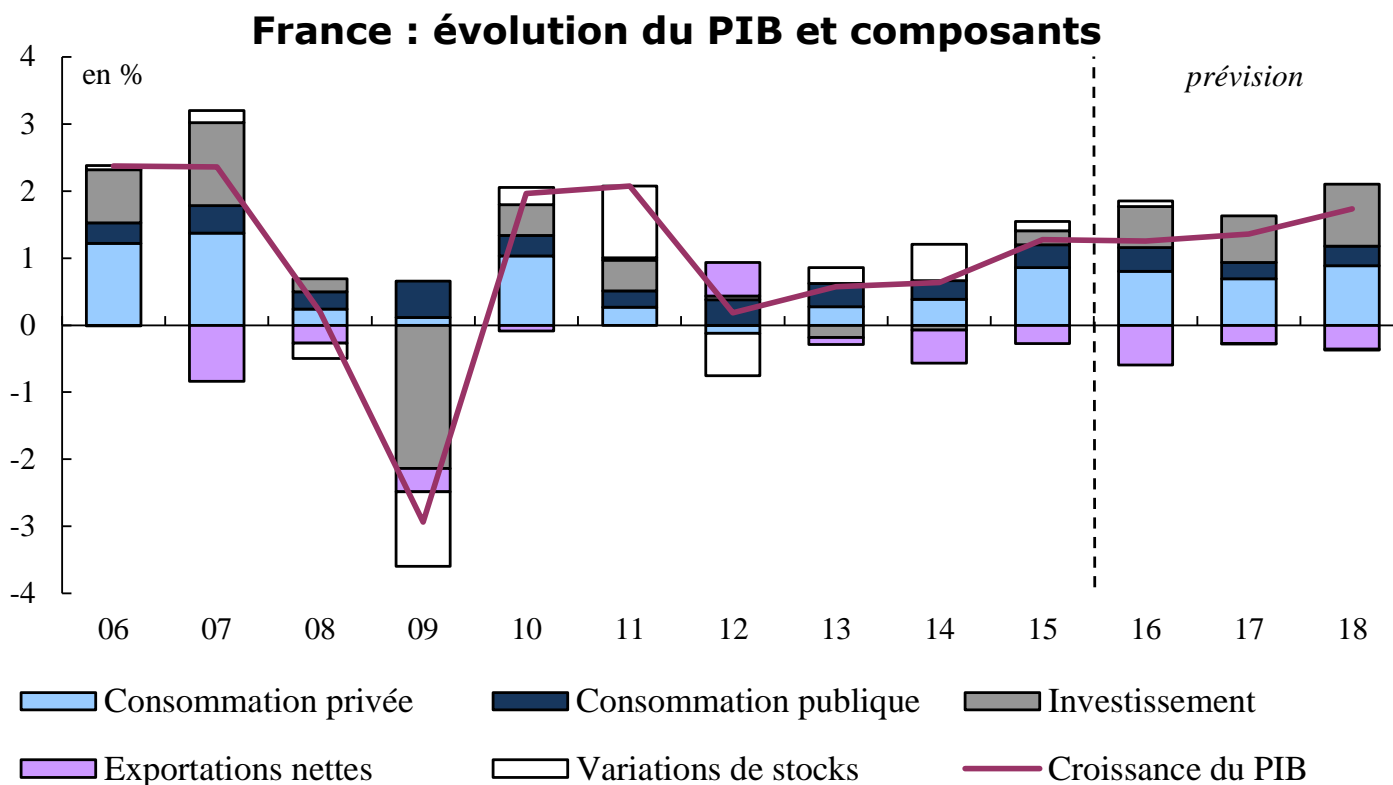
- Prévisions économiques d'automne
- Orientations de politique économique: UE et zone euro
- **Point sur la situation économique de la France**



France



# Croissance modérée portée par la consommation et l'investissement







France



## Taux de chômage en diminution



Taux de chômage (éch. D)

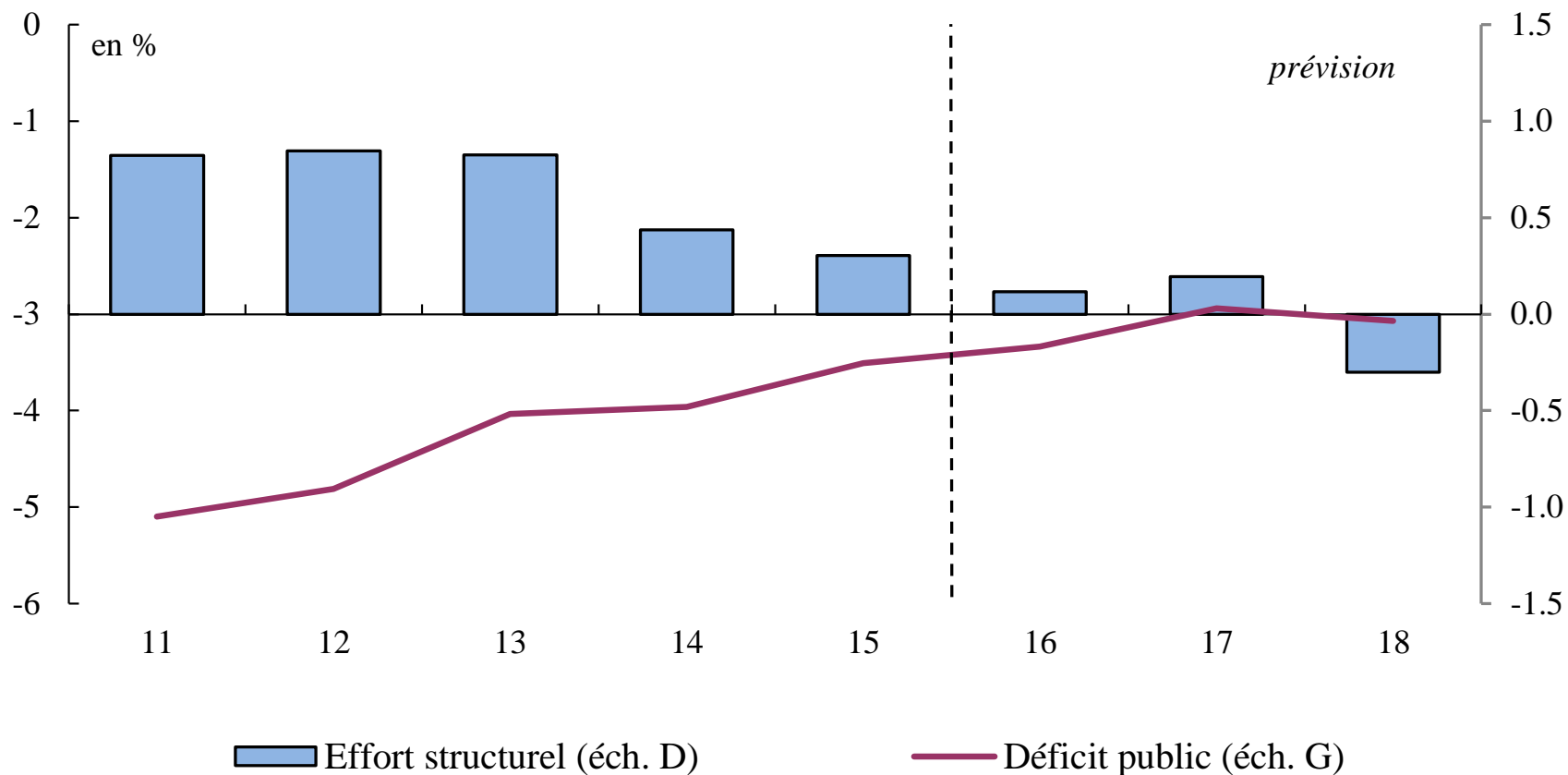
Croissance de l'emploi (éch. G)



France



## Le déficit public atteindrait 2,9 % en 2017





France



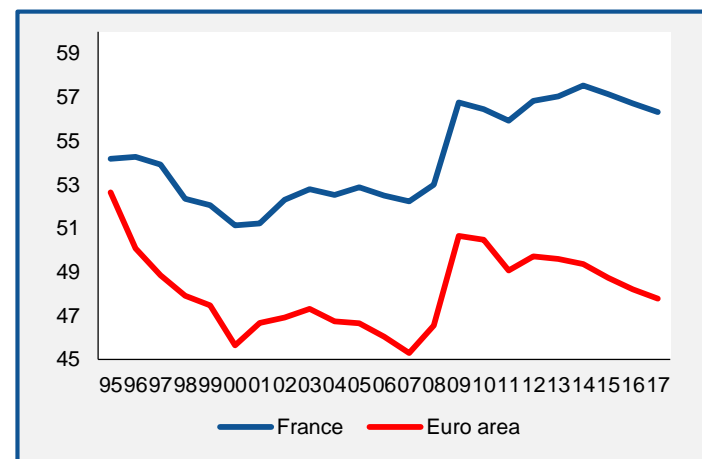
# Avis de la Commission européenne sur le projet de budget 2017 de la France

**Le projet de budget 2017 pour la France est globalement conforme aux dispositions du Pacte de Stabilité et de Croissance, sur la base des prévisions d'automne de la Commission selon lesquelles le déficit sera légèrement inférieur au seuil de 3% en 2017, bien que la correction ne serait pas durable en 2018, à politiques inchangées.**

Source: Avis de la Commission du 16 novembre 2017  
[http://ec.europa.eu/economy\\_finance/economic\\_governance/sgp/pdf/dbp/2016/fr\\_2016-11-16\\_co\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/economy_finance/economic_governance/sgp/pdf/dbp/2016/fr_2016-11-16_co_en.pdf)

	2015	2016	2017	2018
Conseil (Reco)	-4,0%	-3,4%	-2,8%	
Gouvernement	-3,5%	-3,3%	-2,7%	
Commission	-3,5%	-3,3%	-2,9%	-3,1%

Evolution comparée des dépenses publiques en % de PIB en France et dans la zone euro





France



## France : éléments de diagnostic économiques

### Contexte macro- économique

- **Croissance modérée (1.3%-1.4%)**
  - Tirée par la consommation et des facteurs exogènes (euro, pétrole)
  - Investissement reprend graduellement mais investissement en équipement reste faible
  - Croissance potentielle en baisse
- **Taux de chômage à 10% en diminution lente**

### Déséquilibres macro- économiques

- **Dettes publique élevée et croissante** : 96.4% en 2016, projections à 97.1% en 2018
  - Maîtrise du déficit par des outils conjoncturels (taux d'intérêt) plus que structurels
- **Faible croissance de la productivité et à une compétitivité dégradée**
  - Amélioration récente portée sur la compétitivité-coût
  - Peu d'effets structurels encore sur solde commercial



France



Commission  
européenne

## Rappel des recommandations 2016-2017

1

**Stratégie  
budgétaire**

- **Correction durable du déficit excessif** d'ici 2017 au plus tard

2

**Marché du  
travail**

- Pérenniser les **réductions du coût du travail**
- Réformer le droit du travail pour **inciter à embaucher en CDI**

3

**Sécurisa-  
tion des  
parcours**

- Renforcer les liens entre **l'éducation et le marché du travail** (notamment apprentissage)
- Réforme de **l'assurance chômage**

4

**Productivité**

- Obstacles à **l'activité dans les services**
- Efficacité de **l'innovation**
- Programme de **simplification**

5

**Fiscalité**

- Réduire les **impôts sur la production**
- Supprimer les **dépenses fiscales inefficaces**
- **Prélèvement à la source**

## Prochaines étapes Semestre 2017

Janvier

Février

Avril

Mai

Juillet

- Rapports MIP
- Adoption recommandation zone euro
- Rapports-pays
- Décision sur les niveaux de déséquilibres macroéconomiques (procédure MIP)
- Programmes nationaux de réforme
- Programme de stabilité et de convergence
- Propositions de recommandations par pays par la Commission
- Adoption par le Conseil des recommandations par pays

- Mise en œuvre par les États-membres
- Suivi des réformes par la Commission
- Échanges avec les parties prenantes